

L'équipe de travail informelle multipartite responsable d'adresser des recommandations au Bureau du CCP sur la situation du financement de l'ONUSIDA (immédiate et à long terme)

Compte-rendu de la cinquième réunion

La cinquième et dernière réunion de l'équipe de travail informelle multipartite responsable d'adresser des recommandations au Bureau du CCP sur la situation du financement de l'ONUSIDA a eu lieu le 1er novembre 2022. Il s'agissait d'une réunion hybride ; les membres de l'équipe de travail participaient virtuellement et il y avait une participation en présentiel au centre mondial de l'ONUSIDA à Genève.

Message de bienvenue, Objectifs de la cinquième réunion de l'équipe de travail, Adoption de l'ordre du jour de la réunion

En l'absence du co-président Dr Mohamed Chakroun (Tunisie), la co-présidente Mme Julia Martin (États-Unis d'Amérique) a présidé la réunion et a souhaité la bienvenue aux membres de l'équipe de travail. Mme Martin a indiqué que l'objectif de la cinquième réunion était de discuter de deux questions liées au financement durable : l'engagement du secteur privé (y compris les fondations) et la possibilité d'obtenir des fonds de contrepartie des pays du Programme. Mme Martin a passé en revue l'ordre du jour de la réunion, que l'équipe de travail a approuvé.

Bref compte-rendu de la présentation du co-président au Bureau du CCP — réunion du 20 octobre 2022

Mme Martin a indiqué que le rapport du 20 octobre de l'équipe de travail au Bureau du CCP s'est principalement concentré sur la relation du Programme conjoint avec le Fonds mondial et sur les trajectoires différentes des financements opérationnels et extrabudgétaires. Elle a indiqué que le Bureau participait activement à la discussion et qu'il était intéressé par la possibilité de mobiliser des fonds supplémentaires en réponse aux lettres d'appel de fonds envoyées aux membres du CCP par les coprésidents de l'équipe de travail et la Directrice exécutive de l'ONUSIDA. M. Morten Ussing, directeur de la gouvernance et des affaires multilatérales de l'ONUSIDA, a rappelé aux membres de l'équipe de travail que le Bureau du CCP soumettrait son rapport final au CCP pour discussion lors de la réunion du CCP de décembre, mais que le document serait basé sur les conclusions et les recommandations de l'équipe de travail.

Présentation des recommandations proposées par rapport au secteur privé et aux fondations

Mme Rosemary Museminali, directrice des relations extérieures et avec les donateurs de l'ONUSIDA, a indiqué que le Secrétariat s'efforce de renforcer sa capacité à mobiliser des fonds auprès du secteur privé et des fondations. Elle a indiqué que l'ONUSIDA reçoit déjà des fonds de fondations telles que la fondation Bill-et-Melinda-Gates et l'Open Society Foundation et qu'elle envisage également des approches de

collecte de fonds avec d'autres, comme la Ford Foundation. Dans le cadre des activités de sensibilisation du Secrétariat auprès des fondations, l'objectif principal est de mobiliser des fonds opérationnels, bien qu'il y ait également une ouverture aux financements secondaires. Mme Museminali a observé qu'il faut souvent beaucoup de temps pour cultiver les relations avec les fondations.

Mme Museminali a également abordé les efforts de collecte de fonds du Secrétariat axés sur les entreprises privées. Certaines entreprises entreprennent déjà des travaux dans les communautés où elles sont présentes, notamment par le biais de politiques de lutte contre le VIH sur le lieu de travail. Il serait difficile pour l'ONUSIDA de mobiliser des fonds auprès de certains secteurs, tels que les produits pharmaceutiques, les entreprises de combustibles fossiles ou les fabricants de produits de restauration rapide ou de boissons sucrées, en partie en raison de la diligence raisonnable considérable qui serait requise. Dans le cas de l'industrie pharmaceutique, l'ONUSIDA n'a pas cherché à obtenir des contributions directes, mais a plutôt utilisé son plaidoyer pour encourager les entreprises à accroître l'accès aux médicaments.

L'équipe de travail a accueilli favorablement les plans du Secrétariat visant à accroître sa capacité à lever des fonds auprès du secteur privé et a recommandé la mise en œuvre complète du plan stratégique de mobilisation des ressources. L'équipe de travail a encouragé le Secrétariat à aborder la philanthropie privée de manière holistique, en tenant compte des philanthropies situées en dehors des pays du Nord, y compris les fondations qui se concentrent spécifiquement sur le financement en Afrique, en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En ce qui concerne les entreprises privées et l'industrie, l'équipe de travail a recommandé au Secrétariat d'intensifier ses efforts pour obtenir des financements de la part de secteurs d'activité avec lesquels le Programme conjoint n'est pas en conflit philosophique. Efraim Gómez, chef de cabinet de l'ONUSIDA, a indiqué que le Secrétariat travaille déjà à la mobilisation de ressources auprès de diverses entreprises privées et que l'intensification de la collecte de fonds auprès du secteur privé est un domaine important pour le plan stratégique actualisé de mobilisation des ressources. L'équipe de travail a recommandé au Secrétariat de redoubler d'efforts pour obtenir non seulement un soutien en nature de la part du secteur privé, mais aussi des engagements financiers réels. L'équipe de travail a reconnu qu'il fallait faire preuve de discernement dans l'établissement des priorités en matière de sensibilisation du secteur privé, étant donné que le personnel du Secrétariat chargé de la mobilisation des ressources est limité et que les petites contributions ne justifient pas forcément des investissements importants en temps et en énergie. L'équipe de travail a fait remarquer que l'accent mis sur les investissements du secteur privé au niveau des pays, en cherchant à faire correspondre les entreprises privées spécifiques aux pays avec les opportunités d'impact local, pourrait être une approche efficace pour améliorer l'engagement du secteur privé.

L'équipe de travail a longuement discuté des trajectoires différentes des fonds opérationnels (en baisse) et des fonds opérationnels (en hausse), ainsi que de la

confusion associée à ces deux catégories. Le Secrétariat a souligné que son objectif primordial dans la mobilisation des ressources est d'obtenir le financement intégral de l'UBRAF, soit les fonds opérationnels. Les membres de l'équipe de travail ont reconnu que de nombreux donateurs gouvernementaux, fondations et entreprises privées préfèrent affecter leurs contributions à des objectifs ou des champs d'action spécifiques, mais l'équipe de travail a encouragé le Secrétariat à examiner si certains fonds affectés pourraient être reclassés comme fonds opérationnels de l'UBRAF. En particulier, il a été noté que le fait de classer davantage de contributions comme fonds opérationnels pourrait accroître l'accès des Co-parrainants aux ressources. À cet égard, le personnel du Secrétariat a noté que les exigences distinctes en matière de rapports généralement requises pour les dons affectés à une fin particulière compliquent les choses.

Mme Martin a fait remarquer que des déficits persistants avec les fonds opérationnels, accompagnés d'une utilisation périodique du fonds de réserve, n'étaient pas viables, et a demandé si le Programme conjoint avait entrepris une analyse des activités qu'il pourrait être contraint d'interrompre ou de priver de priorité en cas de difficultés budgétaires continues. Il a été noté que le Comité des organisations co-parrainantes (COC) a approuvé la planification de différents scénarios de financement pour le Programme conjoint.

L'équipe de travail a également discuté de la possibilité de mobiliser des fonds auprès d'organismes régionaux, y compris, mais sans s'y limiter, auprès de la Commission européenne (CE). Mme Museminali a indiqué que le Secrétariat s'est engagé dans un effort visant à persuader la Commission européenne, qui contribuait autrefois à l'ONUSIDA mais ne le fait plus, de redevenir un donateur de l'ONUSIDA. Il a été noté que la CE soutient le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. L'ONUSIDA travaille actuellement à la réalisation d'une évaluation des piliers, qui est une condition préalable à l'obtention d'un financement de la CE.

Présentation des recommandations proposées sur les fonds de contrepartie des pays du programme

L'équipe de travail a discuté de la possibilité d'obtenir un soutien de contrepartie de la part des gouvernements des pays du Programme pour les investissements réalisés par le Programme conjoint dans ces pays. Tim Martineau, directeur de la gestion de l'ONUSIDA, a indiqué qu'il existait un précédent en la matière, le Kazakhstan égalant les investissements du programme de l'ONUSIDA. Il a également été observé que le Kenya a fait un investissement pluriannuel de 10 millions de dollars dans le Fonds mondial, en reconnaissance de leur partenariat dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme au Kenya.

L'équipe de travail a recommandé que le Programme conjoint étudie la possibilité d'investissements nationaux de contrepartie de manière ciblée et stratégique, en tenant compte à la fois du financement de l'enveloppe nationale et des investissements nationaux plus larges du Programme conjoint. Un point d'entrée potentiel pour ces

discussions est l'élaboration par les équipes conjointes des Nations Unies sur le sida de plans spécifiques à chaque pays.

Il a été convenu que les contributions des pays du Programme offrent une voie potentielle pour renforcer la programmation nationale du Programme conjoint, qui souffre inévitablement lorsque la mobilisation des ressources n'atteint pas les objectifs de l'UBRAF. M. Gómez a proposé que le Secrétariat élabore des critères pour guider la sensibilisation ciblée des pays, une proposition qui a été accueillie favorablement par l'équipe de travail.

Conclusion et prochaines étapes

L'équipe de travail a discuté du calendrier pour terminer son travail et présenter ses conclusions et recommandations au Bureau du CCP. En vertu des décisions du CCP, c'est le Bureau qui est chargé de rendre compte au CCP des options permettant de faire face à la situation de financement de l'ONUSIDA. Le rapport du Bureau du CCP au CCP doit être publié avant le 15 novembre 2022. Il a été convenu que la présentation de l'équipe de travail au Bureau devrait aborder les recommandations à court et à long terme et décrire les options concernant les fluctuations monétaires, l'exploitation du devoir de diligence du CCP pour combler le déficit de financement du Programme conjoint, le co-investissement au profit du Fonds mondial et de l'ONUSIDA, la mobilisation des ressources du secteur privé, l'appui complémentaire des pays, la redéfinition des fonds opérationnels et étés des fonds extrabudgétaires, et l'engagement des Co-parrainants dans la mobilisation des ressources.

L'équipe de travail a identifié comme objectif primordial de ses recommandations collectives le financement intégral de l'UBRAF pour le reste du plan stratégique actuel (c'est-à-dire jusqu'en 2026). La réalisation de cet objectif nécessitera :

- L'appropriation par le CCP, le Programme conjoint et le Secrétariat pour mobiliser la totalité des 210 millions de dollars pour l'UBRAF ;
- Un soutien actif à la mise en œuvre du plan stratégique de mobilisation des ressources de l'ONUSIDA ;
- La mobilisation des personnes vivant avec le VIH, des communautés et de la société civile pour plaider avec force auprès des gouvernements et des autres donateurs en faveur du financement intégral de l'ONUSIDA ; et
- Une collaboration urgente entre les Conseils d'administration et les Secrétariats du Fonds mondial et de l'ONUSIDA pour résoudre le sous-financement du Programme conjoint, qui menace la capacité de l'ONUSIDA à soutenir les pays et sape l'efficacité du Fonds mondial.

La réunion a été ajournée.